

Avis voté en plénière du 9 avril 2019

Climat-Énergie : la France doit se donner les moyens - Avis sur les projets de SNBC et de PPE

Déclaration du groupe de la CGT-FO

S'il y a bien deux sujets qui structureront très fortement notre pays pour les prochaines années, ce sont le Plan pluriannuel de l'énergie et la stratégie nationale bas carbone. Chacun ici en est convaincu, les divergences résidant principalement dans les méthodes employées et l'impact social qui en résulte.

En préalable, le groupe FO rappelle que le traitement des questions énergétiques ne doit pas relever que de la seule section de l'environnement. La section des activités économiques doit automatiquement être associée à tout travail sur l'énergie.

C'est d'ailleurs en ce sens que notre groupe s'est adressé au Président du CESE pour lui rappeler l'importance que nous attachons à cette question, car l'énergie est tout autant une problématique industrielle qu'environnementale et justifie en conséquence l'implication et l'expertise de la section des activités économiques. Nous sommes convaincus que c'est à travers le croisement des approches et des regards des deux sections, que nous pourrons trouver des réponses globales aux questions énergétiques en tenant compte aussi bien des exigences environnementales qu'économiques et, bien sûr, sociales.

Sur le fond, l'avis reste orienté et donne la voix à une vision, souvent partagée par un grand nombre d'ONG pour qui la transition énergétique c'est d'abord et avant la sortie du nucléaire, quelles qu'en soit les conséquences en termes d'émissions de gaz à effet de serre de notre pays.

Le groupe FO ne partage pas cette vision purement militante et se veut avant tout pragmatique surtout dans cette période où nous devons faire face, nous en sommes conscients, à l'urgence climatique mais aussi sociale, la précarité énergétique frappant plus de 12 millions de citoyens.

Oui, nous pouvons être fiers que la France soit parmi les meilleurs des pays occidentaux en termes d'émissions de CO₂, bien meilleur que l'Allemagne si souvent citée en exemple.

Et cela grâce à un mix électrique décarboné à 90 % avec du nucléaire et des énergies renouvelables dont la première est de loin l'énergie hydraulique.

Dans ce contexte, l'atteinte d'un seuil arbitraire de 50 % du nucléaire ne repose sur aucune considération objective. Il en va de même des objectifs sans cesse croissants en matière d'énergie intermittente (solaire et éolien) qui représentent un soutien public de 124 milliards d'euros sur 10

ans, chiffre absolument considérable. Et ceci sans aucun effet sur les émissions de CO2, avec un impact en termes d'emplois sujet à caution et des conséquences désastreuses sur notre balance commerciale par, notamment, l'importation de panneaux photovoltaïques chinois fabriqués dans des conditions sociales et environnementales dégradées !

Où est le pragmatisme dans tout cela ? Est-ce que cela correspond à une bonne utilisation de l'argent public ? Nous ne le croyons pas.

Dans le même ordre d'idée, FO remet en cause l'idée selon laquelle la mobilité, notamment des particuliers, basée sur une transition des énergies fossiles vers la propulsion électrique ait un impact positif sur l'environnement. Plusieurs études permettent aujourd'hui d'en douter.

Le groupe FO est également hostile à la préconisation demandant au gouvernement de présenter une « trajectoire cohérente » de la contribution climaténergie, la fameuse taxe carbone que le groupe FO a toujours considéré comme étant injuste socialement.

C'est pourquoi FO demande depuis longtemps que les moyens supplémentaires affectés par le projet de PPE au développement des énergies intermittentes soient affectés en priorité à un vaste plan d'éradication des passoires énergétiques permettant de réconcilier urgence environnementale et urgence sociale. C'est pour le groupe FO un point absolument central, et nous nous félicitons du fait que, dans ce domaine, l'importance de la soutenabilité économique pour les propriétaires les plus en difficultés soit reprise dans la préconisation 11.

Le groupe FO s'est abstenu sur cet avis.